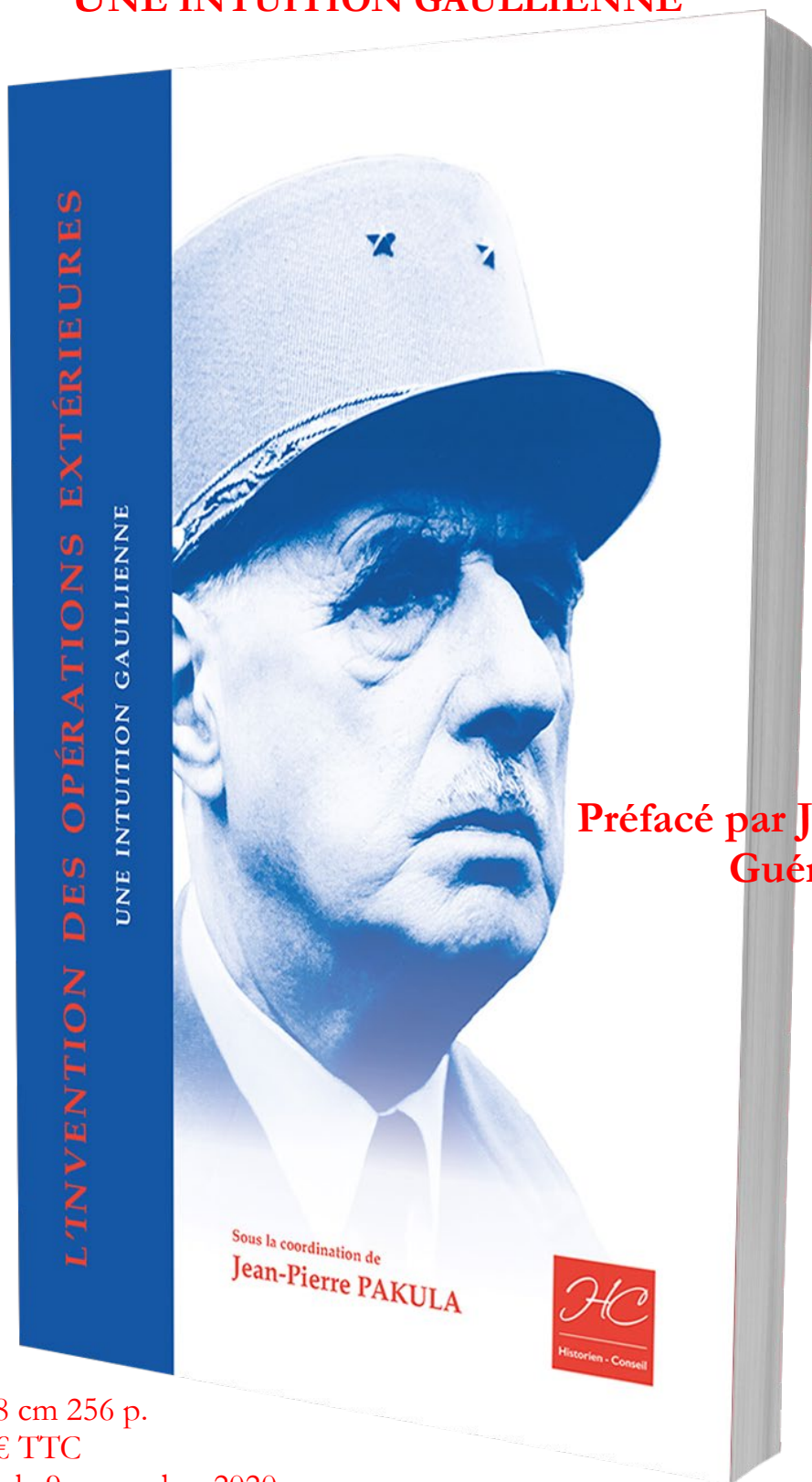
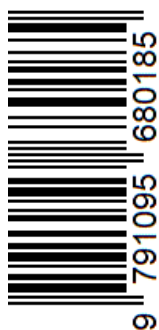


L'INVENTION DES OPERATIONS EXTERIEURES

UNE INTUITION GAULLIENNE



Préfacé par Jean-Pierre
Guéno



12x18 cm 256 p.
9,99 € TTC
Sortie le 9 novembre 2020



LES OPERATIONS EXTERIEURES, UNE INTUITION GAULLIENNE...

La politique de défense de la France depuis la Seconde Guerre mondiale doit beaucoup aux principes mis en place par le général de Gaulle :

- autonomie de la défense,
- rôle prépondérant du chef de l'État,
- défense des valeurs universelles portées par la France,

tout rappelle ce riche héritage. Pourtant, le monde contemporain nous paraît bien loin des logiques de blocs et de guerre froide qui prévalaient du temps du général, et nos armées ont évolué d'une façon inimaginable. Aussi, il est frappant de constater que, même après la chute du mur de Berlin et les attentats du World Trade Center, nos principes de défense sont directement issus de la doctrine gaullienne. Or ce sont eux qui président à nos actions militaires, et notamment aux opérations extérieures. Et si celles-ci furent peu nombreuses sous le mandat du général, il a si bien posé les bases de leur mise en œuvre que toutes celles menées par ses successeurs découlent entièrement de sa vision.



Jean-Pierre Pakula est président de l'ANOPEX, et c'est au nom de celle-ci qu'il s'est personnellement investi dans la coordination du présent ouvrage. L'association a en effet souhaité, en cette année mémorielle consacrée à Charles de Gaulle, rendre hommage au héros du 18 Juin et souligner le rôle qui fut le sien dans l'histoire des opérations extérieures. La pérennité de son œuvre en la matière, comme en bien des domaines, a défié le temps, même si les Opex, gaulliennes d'essence, ont su s'adapter à tous les bouleversements géopolitiques à l'œuvre depuis cinquante ans.

SOMMAIRE DE L'OUVRAGE

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉLABORATION DE LA DOCTRINE GAULLIENNE ET LA NAISSANCE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

Chapitre 1 : la longue marche vers le pouvoir

Genèse des principes gaulliens – L'État-nation au cœur de la doctrine gaullienne – La grandeur, un concept clef – La guerre, une inéluctable réalité – La Seconde Guerre mondiale, l'épreuve du réel – Le rayonnement de la France et la question impériale – Quelle armée au lendemain de la Libération ? – L'échec d'un premier projet politique gaullien – L'influence gaullienne loin du pouvoir – Une politique de grandeur entravée par les institutions de la IV^e République – De Gaulle dans l'opposition

Chapitre 2 : les idées gaulliennes au pouvoir

La France et son empire – L'intégration de la France dans le camp occidental – Le combat constitutionnel – Le retour du général – La Constitution de 1958, préalable à la politique gaullienne – La légitimité populaire et le referendum de 1962, ou comment pérenniser le statut présidentiel

Chapitre 3 : agir sur la scène internationale, l'invention des opérations extérieures

L'arme nucléaire et la grandeur de la France – L'Europe de la défense – Le retrait de l'OTAN – Face à l'Est – Le troisième monde – Le pré carré africain – L'organisation militaire et sécuritaire de la politique d'influence en Afrique – Le monde arabe, théâtre d'intervention historique pour la France – La guerre d'Algérie, obstacle à la réconciliation franco-arabe – De Gaulle et le Proche-Orient, une volonté d'impartialité – Vers une extension de la zone d'action française ? – De Gaulle, inventeur des opérations extérieures – Au Cameroun, une proto Opex ? – Bizerte, une Opex pour défendre les intérêts français – Au Gabon, au secours du président Mba – Les interventions se multiplient – Le retrait du général... en vertu des principes gaulliens

DEUXIÈME PARTIE : LES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES, UN HÉRITAGE GAULLIEN ENTRE PERMANENCES ET ACCOMMODEMENTS

Chapitre 1 : les héritiers directs de la doctrine gaullienne

Pompidou, l'héritier désigné – L'option européenne et le livre blanc de 1972 – L'Afrique, premier théâtre – L'opération *Limousin* au Tchad, première Opex ? – Les Opex comme outil de rayonnement – La politique de défense de Valéry Giscard d'Estaing dans la continuité gaullienne – Giscard l'Africain – Au Zaïre, quand les paras sautent sur Kolwezi – L'imbroglie tchadien – La présence française dans l'océan Indien – Une politique arabe gaullienne dans un cadre multinational – Au Liban avec l'ONU, la France sort de sa réserve – François Mitterrand, l'héritier inattendu – Force d'action rapide : vers une Europe de la défense opérationnelle ? – Avec l'ONU, les opérations extérieures de maintien de la paix – Les Opex africaines toujours – Le Liban, terre d'expérimentation pour des Opex multilatérales – La Force multinationale d'interposition, une innovation – La nouvelle diplomatie armée de la France

Chapitre 2 : l'héritage gaullien sans la guerre froide

François Mitterrand, une certaine conception du pouvoir – Guerre du Golfe : la France s'engage *a minima* pour tenir son rang – Retour d'expérience : une armée française peu préparée pour un type d'intervention inédit – Un échelon européen pertinent pour les interventions extérieures – Le livre blanc de 1994 : acter le changement – Les Opex françaises dans le cadre onusien : les limites des bonnes intentions – Premières remises en cause en Bosnie – Le camouflet somalien – Le drame rwandais – Les Opex après la guerre froide, un exercice difficile pour l'ONU – En Afrique, continuité des opérations extérieures françaises – Jacques Chirac endosse le costume gaullien – Dans les Balkans, la France réfute le modèle des interventions onusiennes – Au-delà des clivages, une politique arabe gaullienne – La fin de la Françafrique et la montée des opérations multilatérales – L'onde de choc du 11 Septembre – De nouveaux concepts pour les opérations de maintien de la paix – L'OTAN, un opérateur mondial – Inscrire les opérations françaises dans une logique commune – En Irak, la posture gaullienne de la France – La lutte contre le terrorisme en Afghanistan – En Afrique, l'ère des interventions multilatérales – Continuité de l'engagement français

Chapitre 3 : fidélité gaullienne et contingences géopolitiques

La politique de défense, une prérogative plus que jamais présidentielle – Sarkozy, un pragmatisme gaullien – Le livre blanc de 2008 et le nouveau concept des entrées en premier – En Libye, le savoir-faire français des entrées en premier – Au nom des valeurs universelles de la France – Afghanistan, enlèvement et désengagement – L'Europe, nouveau partenaire en Afrique – François Hollande, mener les Opex au nom des valeurs – Le livre blanc de 2013 : rationalisation de l'outil militaire – Une page se tourne, fin des opérations en Afghanistan et au Kosovo – La France dans la coalition au Proche-Orient – En Afrique, un engagement renouvelé – La guerre contre le terrorisme au Sahel – Emmanuel Macron et la restauration de la primauté présidentielle en matière de défense – L'avenir des Opex

QUELQUES EXTRAITS...

GENESE D'UNE PENSEE

« **Les Opex, une intuition gaullienne ?** Cette idée est non seulement confirmée par l'étude de la pensée et de la pratique politique du général, mais elle est également corroborée, mandat après mandat, par tous ses successeurs. Ceux-ci, de Georges Pompidou à Emmanuel Macron, et en dépit des alternances politiques, ont appliqué avec fidélité les idées du général en matière de défense comme d'interventions extérieures. Et si les modes opératoires ont évolué, si le cadre de l'action a pu connaître quelques adaptations aux aléas des relations internationales, ni la chute du mur de Berlin ni les attentats du 11 Septembre n'ont pu modifier en profondeur les principes posés par le général il y a plus de cinquante ans. Plus encore, la France occupe une place à part tant dans la réflexion sur la nature même et la légitimité des opérations extérieures que dans la mise en pratique de ces opérations, pour lesquelles elle cultive un savoir-faire reconnu. » p. 15

...

« **Au cours de la Grande Guerre, il est blessé plusieurs fois, puis finalement capturé** par les Allemands en mars 1916, alors qu'il est en position avec son régiment près du fort de Douaumont. Porté disparu en France, il tente plusieurs fois de s'évader et est finalement incarcéré dans le fameux Fort IX d'Ingolstadt, réservé aux récidivistes de l'évasion. Pour s'occuper, il nourrit alors sa vaste culture de toutes les informations qu'il parvient à rassembler et organise des conférences sur la guerre au profit de ses camarades de captivité. Il y démontre un remarquable esprit de synthèse et cette précieuse capacité à prendre du recul sur un sujet et à replacer les événements dans leur contexte économique, politique... Les idées mûries lors de sa captivité seront approfondies et complétées dans divers ouvrages écrits entre les deux guerres : *La Discorde chez l'ennemi*, *La Défaite, question morale*, *Le Fil de l'épée*, *Vers l'armée de métier*, *La France et son armée...* » p. 19

...

« **Mais pour l'heure, l'outil militaire français se révèle défaillant**, et la France doit affronter la défaite. Dès lors, le refus de De Gaulle de l'armistice de 1940 et son engagement dans la poursuite des combats ne s'opère pas au nom d'un quelconque « camp du bien » ou camp des démocraties, qu'il rallierait à la tête de combattants français désireux de se battre aux côtés des Alliés. Une fois encore, c'est le sort de la France et lui seul qui le préoccupe, et il entend la défendre à tout prix, face à ses ennemis comme face à ses alliés. » p. 27

LES IDEES GAULLIENNES AU POUVOIR : LES MOYENS DE LA PUISSANCE

« **Rapidement, le général réalise qu'il perd l'ascendant dans l'élaboration de la constitution**, et dès lors songe à démissionner. Il se rend parfaitement compte que la classe politique française ne veut pas adhérer à sa vision des réformes institutionnelles nécessaires pour restaurer l'efficacité de l'État et la grandeur de la France. La question du budget de la défense représente finalement le point d'achoppement ultime qui le pousse à passer à l'acte. [...] Le 20 janvier 1946, de Gaulle saisit ce prétexte pour démissionner. » p. 38

...

« **L'accession au pouvoir du général de Gaulle lui permet enfin, par la Constitution de 1958, d'ériger ses convictions personnelles en principes institutionnels**, remettant en cause l'identité même du républicanisme français, qui bascule du parlementarisme à un régime semi-présidentiel. Affirmant le lien entre le peuple et le chef de l'exécutif lors du referendum



de 1962, le général ira jusqu'au bout de sa logique en démissionnant au lendemain de referendum de 1969. Mais il pose surtout les bases sur lesquelles le pouvoir politique français, enfin stabilisé, va pouvoir mener une politique de défense autonome et affirmée sur la scène internationale. » p. 57

...

« **Chef des opérations militaires sur la scène internationale**, responsable du déclenchement du feu nucléaire, en matière de défense, le président de la République assure sa prééminence sur le Premier ministre en présidant le Conseil de défense. L'autorité du président de la République, dont la légitimité démocratique est indéniable, sur le Premier ministre et le Conseil des ministres n'a dès lors jamais été remise en cause et s'applique encore aujourd'hui. Cette organisation laisse au président une grande latitude d'action dans le domaine militaire, et constituera le cadre dans lequel pourront se dérouler les Opex. C'est une structure originale dans le monde d'après-guerre. Ainsi, le général de Gaulle a forgé à sa main un système d'exécution politique le plaçant en position de chef des armées afin de reprendre pied sur la scène internationale, sur le plan tant diplomatique que militaire, le laissant seul décisionnaire de toute intervention armée à l'étranger. » p. 59

LES OPERATIONS EXTERIEURES, UNE PRATIQUE GAULLIENNE

« **Si l'intervention au Cameroun évoque par bien des aspects les futures opérations extérieures** menées en soutien à des régimes amis de la France, l'expédition de Bizerte présente une autre facette de la politique d'intervention française, qui s'attache à défendre les intérêts français où qu'ils se trouvent dans le monde. À l'issue du processus d'indépendance, achevé en 1956, les relations demeurent tendues entre la France et la Tunisie, notamment autour de la situation de Bizerte, importante base militaire que les Français tardent à évacuer. [...] Dès lors, lorsque le président Habib Bourguiba, pour obtenir le départ des troupes françaises, décide d'employer la manière forte, le général de Gaulle n'entend pas céder. Il décide le déclenchement de la toute première intervention extérieure postcoloniale de la France, du 19 au 22 juillet 1961. Elle donne lieu aux opérations *Bouledogue* et *Charrue longue*, et fait plusieurs centaines de morts tunisiens et une vingtaine de victimes dans les rangs français. Malgré une victoire militaire française incontestable et l'occupation de la ville de Bizerte, la base de Bizerte est finalement évacuée par les Français. » p. 104

...

« **Les opérations extérieures naissent également de la nécessité, pour la France, de respecter les accords d'assistance** passés avec les nouveaux États issus de la décolonisation. Cette attitude est en effet indispensable pour asseoir sa crédibilité et affirmer sa détermination à s'engager auprès des gouvernements des pays « amis ». Ainsi, lorsque le président gabonais Léon Mba est renversé par un coup d'État dans la nuit du 17 au 18 février 1964, le général de Gaulle décide d'intervenir, en application du traité signé entre les deux pays lors de l'indépendance du Gabon en 1960. Deux compagnies parachutistes sont envoyées sur place, et parviennent à prendre d'assaut le camp rebelle et à libérer le président Mba, qui rétablit son gouvernement. » p. 106

...

« **Dans cette politique africaine, l'opération *Limousin***, souvent considérée comme la première opération extérieure, semble marquer un tournant. Soulignons ici que même si elle se déroule à partir de 1969, c'est bien le général de Gaulle qui déclenche cette première Opex, au mois de mars de cette même année ; l'Opex est donc bien un concept gaullien, issu de la doctrine militaire et diplomatique du général. » p. 118

L'HERITAGE GAULLIEN EN MATIERE D'OPERATIONS EXTERIEURES

« **Pompidou pérennise la pratique des Opex dans le respect des objectifs très gaulliens** de la défense du territoire national, et, le cas échéant, dans celui de divers accords de défense passés avec les pays amis ou alliés de la France, dont un certain nombre sont les héritiers de l'empire colonial français. Cependant, et ce dès 1963, un certain nombre d'interventions ont lieu dans un esprit légèrement différent, puisqu'elles visent à apporter le secours de la France à un pays frappé par une catastrophe de grande ampleur. Le mobile humanitaire donne ainsi lieu à de très nombreuses interventions de l'armée française aux quatre coins de la planète. Ces Opex un peu particulières s'inscrivent dans la logique gaullienne du rayonnement de la France ». p. 121

...

« **Sur le plan des relations internationales, le président Giscard d'Estaing a largement recours aux opérations extérieures**, et singulièrement en Afrique, dont la conception gaullienne de « pré carré de la France » demeure. » p. 125

...

« **Cette situation place la France dans une position délicate**, puisque l'Irak est alors son plus important partenaire dans la région et son principal débiteur. [...] François Mitterrand, en effet, « a mesuré d'emblée que, si la France ne participait pas, elle serait moralement, militairement et diplomatiquement discréditée sur les terrains européens et euroatlantiques où, au même moment, se joue son crédit et son rôle à venir ». Le président décide de n'engager dans le Golfe que des soldats professionnels, mais sa décision entraîne néanmoins la démission du ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement. » p. 156

...

« **Dans les Balkans, l'engagement français au sein de la FORPRONU se poursuit**, alors que la période est marquée par un regain des combats autour de Sarajevo. C'est dans ce contexte tendu que le 16 mai 1995, les forces serbes prennent en otage plus de deux cents Casques bleus et observateurs de l'ONU, dont une centaine de Français, utilisés comme bouclier humain face aux frappes de l'OTAN. Si les derniers Casques bleus retrouvent leur liberté le 18 juin, cette grave crise remet profondément en cause le principe d'interposition et de neutralité forcée. Par ailleurs, la France ne saurait souffrir que l'on humilie ainsi ses soldats. Le président Jacques Chirac donne immédiatement l'ordre aux unités françaises de résister aux agressions serbes, et de reprendre, à titre d'exemple, le contrôle du pont de Vrbanja, conquis par les Serbes. L'opération est menée à bien le 27 mai, au prix, pour les Français, de deux tués et dix-sept blessés. » p.179

...

« **Le livre blanc de 2008 met par ailleurs en avant un concept nouveau, celui d'« entrée en premier »**. Depuis la Bosnie, la France s'est imposée à plusieurs reprises comme nation-cadre dans les opérations extérieures multilatérales. Mais petit à petit, et dans une vision toujours très gaullienne de la défense, elle se fait spécialiste des « entrées en premier » : « pour toute force expéditionnaire, l'aptitude à pénétrer un théâtre d'opérations distant et contesté par l'adversaire est déterminante. Cette capacité à entrer en premier tient une place unique dans la politique de défense de la France, pour des raisons historiques, politiques et militaires renvoyant notamment à l'ambition nationale d'autonomie stratégique ». p. 211

...

NOS PARTENAIRES

Ce livre a reçu le label Actions Mémoire 2020 du ministère des Armées



Seule institution nationale reconnue par l'État pour perpétuer la mémoire du général de Gaulle, la Fondation Charles de Gaulle, créée en 1971, a pour ambition d'inscrire le message gaullien dans la modernité et de tisser un lien entre la mémoire du passé et les préoccupations contemporaines.

La Fondation Charles de Gaulle déploie son action autour de quatre piliers : la transmission vers le grand public, les actions pédagogiques en direction de la jeunesse, l'enseignement supérieur, la recherche, la formation et le débat d'idées et le rayonnement international.

La Carac est une mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance indépendante et à taille humaine. Elle propose des solutions d'investissement durables et responsables qui s'adressent à toutes les personnes soucieuses de performance et d'intégrité dans la gestion de leur patrimoine.

Depuis 2011, la Fondation d'entreprise Carac soutient des actions de solidarité et de transmission de l'histoire du monde combattant. Elle est fière de s'associer à cet ouvrage pour faire œuvre de mémoire auprès des jeunes générations.



**La mutuelle
des forces armées**

Unéo, mutuelle des forces armées, garantit une protection spécifique et globale en santé, prévoyance, prévention et accompagnement social aux militaires en activité, en deuxième carrière, réservistes ou retraités, aux civils de la Défense ainsi qu'à leurs familles, en France, outre-mer et à l'étranger.

Référencée par le ministère des Armées depuis 2011, Unéo est la première mutuelle de la Défense.

Partageant les mêmes desseins et valeurs que l'ANOPEX et particulièrement attachée au devoir de mémoire, la mutuelle soutient la publication du présent ouvrage.



UNE REALISATION HISTORIEN-CONSEIL

Cet ouvrage a été élaboré sous la coordination de Jean-Pierre Pakula, président de l'ANOPEX.

L'Association Nationale des participants aux OPérations EXtérieures avait en effet à cœur, en cette année du cinquantenaire de la mort de Charles de Gaulle, de rendre hommage au général en soulignant le rôle qui fut le sien dans la genèse des opérations extérieures telles qu'elles sont pratiquées aujourd'hui.

La réalisation de l'ouvrage a été confiée aux éditions Historien-Conseil sous la direction d'Hélène de Champchesnel. Ce travail, situé à la croisée de deux champs de recherche, les études gaulliennes et l'histoire des opérations extérieures, a reçu le soutien de la Fondation Charles de Gaulle. Il s'est appuyé sur la mise en place d'une importante base de données sur les opérations extérieures menées depuis 1963 et sur une abondante bibliographie. Il s'est également nourri des travaux de recherche menés en 2019 pour la rédaction de l'ouvrage *Opex, Des vies pour la France, une histoire des opérations extérieures depuis 1963*, paru aux éditions Historien-Conseil.



Historien-Conseil

Concepteur et éditeur de livres d'histoire

www.historien-conseil.fr

06 65 10 83 03